



**EXTRAIT**  
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**  
**séance du 6 décembre 2022**

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

**2022 - 189      RESSOURCES HUMAINES – MUTUALISATION DES SERVICES TECHNIQUES  
CREATION D'UN SERVICE COMMUN – SERVICES OPERATIONNELS POUR  
LES SERVICES DU PARC AUTOMOBILE ET DES ESPACES VERTS, ENTRE LA VILLE  
DE GRASSE ET LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 novembre 2022, s'est réuni le mardi 6 décembre 2022 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :

Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Pascal PELLEGRINO  
(Prend part aux délibérations N°180 à N°196)  
Monsieur Nicolas DOYEN  
(Prend part aux délibérations N°180 à N°204)  
Monsieur Cyril DAUPHOUD  
(Prend part aux délibérations N°180 à N°213)  
Madame Mélanie ZARRILLO  
(Prend part aux délibérations N°180 à N°215)

Madame Stéphanie MANDREA  
(Prend part aux délibérations N°180 à N°204)

ABSENTS EXCUSES :

Madame Laurence COSTE  
Monsieur Franck BARBEY  
Madame Magali CONESA  
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Jean Paul CAMERANO

ABSENT SANS PROCURATION :

PROCURATION :

Madame Laurence COSTE à Monsieur le Maire  
Monsieur Franck BARBEY à Madame Valérie COPIN  
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE  
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD  
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Madame Nicole NUTINI  
Monsieur Nicolas DOYEN à Monsieur François ROUSTAN  
Monsieur Cyril DAUPHOUD à Madame Annie DUVAL  
Madame Mélanie ZARRILLO à Madame Annie OGGERO-MAIRE  
Madame Stéphanie MANDREA à Madame Aline BOURDAIRE

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 8 novembre 2022.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2022 - 195      REGULARISATION CHEMIN DES CASTORS  
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE AU PROFIT DE LA COMMUNE  
D'UNE PARTIE DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION CI N° 469**

**VILLE DE GRASSE  
CONSEIL MUNICIPAL**

**2022 - 189**

**DU 6 DECEMBRE 2022**

**RESSOURCES HUMAINES – MUTUALISATION DES SERVICES TECHNIQUES  
CREATION D'UN SERVICE COMMUN – SERVICES OPERATIONNELS  
POUR LES SERVICES DU PARC AUTOMOBILE ET DES ESPACES VERTS  
ENTRE LA VILLE DE GRASSE ET LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Dans le cadre de sa volonté de développer les pratiques des mutualisations, la ville de Grasse s'est rapprochée de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse afin d'amorcer une nouvelle étape structurante de mutualisation, celle des équipes des services techniques.

A l'issue de plusieurs mois de réflexion, un projet global de mutualisation sur ce secteur a été dégagé consistant en la mise en place de services communs sur des secteurs fléchés des services techniques entre la ville de Grasse et la CAPG.

Aux termes d'une première période de mutualisation du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2022 et au regard des résultats probants de fonctionnement, il est à présent proposé de poursuivre le projet en créant au 1<sup>er</sup> janvier 2023 un service commun pour les services opérationnels des services Parc automobile et Espaces verts, porté par la ville de Grasse.

**INCIDENCE BUDGETAIRE**

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
Direction des ressources humaines		

Madame Valérie COPIN expose :

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération n° 94 du 28 juin 2022 de la commune de Grasse, relative à la mise à disposition d'une partie des services techniques de la commune de Grasse en faveur de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n° DL2022\_123 du 30 juin 2022 de la CAPG, relative à la mise à disposition d'une partie des services techniques de la commune de Grasse en faveur de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu l'avis favorable du comité technique de la Commune de Grasse en date du 29 novembre 2022 ;

Vu l'avis favorable du comité technique de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse en date du 1<sup>er</sup> décembre 2022;

Vu la fiche d'impact décrivant les effets sur l'organisation et les conditions de travail pour les agents du service commun des services techniques ;

Considérant la volonté commune de la ville de Grasse et de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse de développer les pratiques des mutualisations pour obtenir plus d'efficacité, d'optimisation et de qualité du service partagé entre les services communaux et communautaires dans un esprit, solidaire, collaboratif et de volontariat ;

Considérant que depuis plusieurs années, consciente des enjeux que revêtent ces pratiques de mutualisation, la ville de Grasse a déployé plusieurs dispositifs avec la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, le Centre communal d'action sociale, le Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon, la Régie des parkings grassois, etc. ;

Considérant que pour cette nouvelle mandature, une des orientations souhaitées est d'amorcer une nouvelle étape structurante de mutualisation, celle des équipes des services techniques ;

Considérant que mutualiser des services techniques comporte de nombreux enjeux, en particulier en matière de qualité de services rendus aux usagers, mais aussi aux communes et d'optimisation des ressources ;

Considérant que depuis plusieurs mois, des groupes de travail communs entre la ville de Grasse et la CAPG réfléchissent à la mise en commun de certains de leurs services techniques dont les résultats attendus sont : la réalisation d'économies d'échelles, l'optimisation des ressources et moyens entre les services, une cohérence d'ensemble d'intervention, notamment sur des compétences partagées ;

Considérant qu'à l'issue de ces groupes de travail se dégagent plusieurs orientations, dont les perspectives du projet s'orientent in fine vers la constitution :

- d'un service commun des services techniques, intégrant une partie de la Direction bâtiments, de la Direction voirie-réseaux, de la Direction études et grands projets, entre la ville de Grasse et la CAPG, porté par la CAPG ;
- d'un service commun opérationnel constitué du Service parc automobile et du Service des espaces verts, entre la ville de Grasse et la CAPG, porté par la ville de Grasse.

Considérant que la mise en place de ces projets est de nature complexe et qu'un processus de mutualisation exige des phases de concertation et des actes préparatoires conséquents, dont l'élaboration des fiches d'impacts, il a été proposé, afin d'accompagner les agents concernés dans ce processus, de procéder en deux étapes ;

Considérant qu'il a été introduit une phase transitoire de mutualisation afin de garantir la concertation et la consolidation du projet, par la passation en date du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 31 décembre 2022, de mises à disposition du service parc automobile et d'une partie des services techniques dont les espaces verts ;

Considérant qu'au terme de cette 1<sup>ère</sup> période et aux regards des résultats probants de fonctionnement, il est proposé de poursuivre le projet en créant au 1<sup>er</sup> janvier 2023 un service commun, portant sur certains services opérationnels dont le parc automobile et les espaces verts, entre la CAPG et la ville de Grasse ;

Considérant que conformément au L5211-4-2 du CGCT, il est possible qu'après avis de l'organe délibérant de l'EPCI à FP, un service commun puisse être géré par une commune membre ;

Considérant qu'au regard des spécificités et de l'expertise des Services parc automobile et espaces verts de la ville de Grasse, il s'avère pertinent que la ville de Grasse puisse porter ce service commun, pouvant en outre être déployé, sous réserve de la faisabilité technique et organisationnelle, à d'autres communes membres de la CAPG qui le souhaiteraient ;

Considérant que le service commun-services opérationnels portera sur le périmètre suivant :

- Service du parc automobile,
- Service des espaces verts.

Considérant, le service commun-services opérationnels, serait composé de 36 agents, résultant uniquement des agents de la ville de Grasse et d'aucun agent de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse qui ne dispose pas dans ses effectifs, de personnel exerçant des missions au sein de ce périmètre mutualisé ;

Considérant qu'il n'y aura par conséquent pas de transfert de personnel ;

Considérant qu'une fiche d'impact, obligatoire en cas de constitution de service commun, a été élaborée, décrivant les impacts sur les conditions et l'organisation de travail des agents concernés par ce service commun et annexée à la convention constitutive du service commun ;

Considérant que les modalités de remboursement d'utilisation de ce service commun par la CAPG ont été définies, notamment par la détermination d'une unité de fonctionnement, dont le détail est précisé dans le projet de convention joint en annexe ;

Considérant que conformément à l'article L 5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, une convention doit être formalisée afin de fixer les modalités de création et fonctionnement de ce service commun, notamment régler les effets sur la situation des agents, la gestion du service, les modalités de remboursement ainsi que les conditions de suivi desdits services, dont le projet est joint à la présente délibération ;

La commission « Optimisation et performance des moyens et ressources » ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 15 novembre 2022,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le principe de la constitution d'un service commun-services opérationnels entre la ville de Grasse et la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse. ;
- **APPROUVER** le principe que ledit service commun soit géré par la ville de Grasse après l'avis de l'organe délibérant de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;
- **APPROUVER** les modalités et conditions générales du projet de convention constitutive du service commun des services opérationnels, joint en annexe ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention constitutive du service commun- services opérationnels, jointe en annexe, ainsi que tous les documents nécessaires concourant à la mise en œuvre du service commun.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Delibération affichée le **7 DEC. 2022**  
suivent les signatures  
**POUR EXTRAIT CONFORME**  
Le Maire,

*lle,*



La Secrétaire de séance  
Valérie COPIN, Première Adjointe



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le

**- 7 DEC. 2022**